

L'EMPLOI EN FRANCE (1)

Cinquième volume de la collection « Initiation Économique » entreprise par « Economie et Humanisme » cet ouvrage constitue une excellente introduction aux problèmes de l'emploi.

I. — EQUILIBRE GLOBAL DE L'EMPLOI

Trois attitudes face à cet équilibre sont analysées :

1) ATTITUDE LIBÉRALE

La loi de l'offre et de la demande détermine le niveau de l'emploi. L'employeur embauche des travailleurs aussi longtemps que la productivité des salariés qu'il emploie est supérieure à leur coût.

S'il apparaît du chômage, les chômeurs seront disposés à s'embaucher pour un salaire inférieur au salaire courant, d'où baisse des salaires encourageant les employeurs à accroître leurs effectifs. Dans cette optique, le rôle de l'Etat se limite à assurer la liberté sur le marché du travail ; autrement dit à mettre en face de l'employeur un travailleur isolé, parfaitement mobile. Tout aide aux chômeurs ne peut que troubler ce mécanisme harmonieux (thèse de J. Rueff).

2) ATTITUDE MARXISTE

L'optimisme libéral démenti par les faits, l'existence d'un chômage permanent ont fourni aux Marxistes les données de leur critique du Capitalisme. Le développement de la productivité du travail signifie que pour réaliser une production de même importance, il faut une quantité moindre de travail. Le niveau de l'emploi va donc baisser, à moins que n'intervienne un accroissement de la masse de production. Dans l'analyse marxiste, les crises cycliques ne sont pas interprétées comme des accidents, mais comme le résultat logique des contradictions internes du régime (si l'on accroît les investissements et les profits, ce ne peut être qu'en renforçant l'exploitation des travailleurs et par là-même on restreint leur possibilité de consommation : la production supplémentaire ne pourra être achetée. Il s'ensuit une critique radicale du régime ; la solution est dans la suppression de la propriété privée et la planification de l'emploi).

3) ATTITUDES NEO-CAPITALISTES

Pour Keynes, doctrinaire du néo-capitalisme, trois variables fondamentales entrent en jeu (taux de rentabilité du capital ; taux de l'intérêt ; propension à consommer).

Le premier moyen d'une politique de plein emploi est la stimulation de l'investissement privé qui peut être obtenu soit en diminuant le taux de l'intérêt, soit en accordant des facilités diverses à ces investissements.

Le deuxième moyen, c'est la stimu-

lation de la consommation privée par une redistribution des revenus.

Le troisième moyen, c'est le financement des dépenses publiques par le déficit budgétaire.

II. — LA STRUCTURE DE L'EMPLOI (Actifs et inactifs).

La France est caractérisée par un poids croissant d'inactifs (jeunes et vieux). Le sommet sera atteint vers 1966, après il y aura un recul très lent. Sont analysés successivement dans cette partie, le travail des jeunes, des femmes, des vieux....

1) JEUNES

Les auteurs insistent sur l'absence d'avenir professionnel prévisible des jeunes qui sont entrés au travail soit après le C.E.P., soit après le C.E.T.

2) FEMMES

Analysant leur travail, Jacqueline Freyssinet, montre combien les métiers enseignés aux jeunes filles offrent peu de débouchés : un exemple, 8 % des femmes actives non agricoles travaillent dans le vêtement, mais 46 % des élèves de C.E.T. apprennent de tels métiers ! Quant à l'égalité des salaires proclamés par la loi, elle n'est pas encore entrée dans les faits : la moyenne des salaires féminins (heures supplémentaires et primes diverses comprises) ne représente que 67 % de celle des salaires masculins.

3) VIEUX

A propos de la demande syndicale d'avancement de l'âge de la retraite, les auteurs s'interrogent : dans l'état actuel de notre économie, cette demande est-elle très rationnelle ? En réalité ce problème n'est pas à envisager isolément, il est à considérer dans le cadre d'une accélération du progrès technique permettant une réduction du temps de travail qui peut se faire de diverses façons.

4) DUREE

Certains seront peut-être surpris par le fait que la durée actuelle du travail correspond à celle d'il y a trente ans ; situation aggravée encore, aujourd'hui, par l'accroissement du rythme, l'allongement des trajets, toutes choses qui accroissent la fatigue du travailleur.

5) MIGRATIONS

Le déclin démographique de la France en a fait un pays d'émigrés : au recensement de 1954, 6,2 % de la popu-

lation était d'origine étrangère (2). Mais les migrations internes ne sont pas moins importantes. Analysons les zones françaises qui se dévoient, nos auteurs constatent l'existence en dehors des zones habituellement signalées, d'une diagonale allant du Pas-de-Calais à la Suisse, zone soumise à l'attraction de Paris et de la Lorraine.

En ce qui concerne les mutations professionnelles, les chiffres donnés dans le livre sont déjà un peu anciens et pourraient être actualisés en puisant dans les résultats du recensement et des études faites pour préparer le V^e Plan (parues dans les numéros de juillet-septembre 1963 et janvier-mars 64).

6) FORMATION PROFESSIONNELLE

Nous retrouvons dans ce chapitre des préoccupations qui sont celles du S.G. E.N. depuis longtemps. L'enseignement technique n'a pas bénéficié d'une expansion comparable à celle de l'enseignement secondaire pour deux raisons : tradition de l'Education nationale ; coût plus élevé des établissements techniques. Abordant la question de la réforme, les auteurs pensent qu'on peut poser le problème de l'enseignement technique soit à partir des besoins en personnels qualifiés, soit dans la perspective d'une démocratisation (enseignement concret plus adapté aux enfants des groupes sociaux les plus défavorisés). Mais l'orientation prise actuellement (faible développement des C.E.T. ; conventions avec les industriels, institution d'un cycle terminal pratique) ne les rend pas optimistes.

III. — CONTRAINTES ET OPTIONS

Analysant la politique française de l'emploi et le rôle de la Commission de la main-d'œuvre dans la Planification, les auteurs concluent qu'on ne peut parler de la planification de l'emploi en France, mais plutôt d'une prise en considération des problèmes de l'emploi dans l'élaboration du Plan ; prise en considération qui n'est ni décisive, ni systématique.

Enfin, dans deux chapitres de conclusions, ils examinent les rapports entre emploi et développement économique (démontant à l'occasion quelques lieux communs tenaces) et entre emploi et progrès de civilisation. L'avenir de notre civilisation semble lié à la réponse à deux questions :

- comment accroître les forces productives de l'humanité ;
- comment répartir plus équitablement non seulement les produits de l'activité humaine, mais encore les pouvoirs directeurs de cette activité.

M. BRANCIARD.

(1) Par H. Hatzfeld et J. Freyssinet 1^{er} Ed. Ouvrières 1964, F 13,50 voir dans la même collection « Les Rouages de l'économie nationale » ; « Le Capitalisme en pratique » ; « Dictionnaire Economique et Social » ; « L'Inflation ».

(2) Un sondage au 1-20, lors du recensement de 1962 donne 1.815.740 étrangers, non compris les 510.000 Algériens devenus étrangers à partir du 1^{er} juillet 1962.